

Ressources humaines

Mieux gérer les compétences d'aujourd'hui pour anticiper les besoins de demain

Le BRGM poursuit la dématérialisation et l'optimisation de ses process RH à travers le développement de BRGM Carrières. Un nouveau module a été incrémenté dans ce portail en ligne, pour faciliter et améliorer la gestion des compétences. Au service notamment des responsables d'unité et des chefs de projet, il doit contribuer à fluidifier le fonctionnement de l'établissement et à anticiper les emplois de demain.

MARIE BELOSSAT
Directrice des Ressources
humaines

ANNE GAUTHIER
Directrice adjointe
des Ressources humaines

Depuis 2024, les entretiens annuels se font... en ligne, sur le nouveau portail BRGM Carrières, dans un espace dédié. Plusieurs onglets permettent de suivre la progression des objectifs fixés, de formaliser les souhaits de mobilité et – nouveauté pour la campagne 2025 – de renseigner les compétences du salarié. Des compétences professionnelles mais aussi extra-professionnelles et mobilisables au BRGM (maîtrise d'une langue étrangère, aptitude à piloter des drones, pratique de l'escalade, de la spéléologie...), que chacun peut également déclarer à tout moment dans son espace personnel, en précisant le niveau de maîtrise estimé.

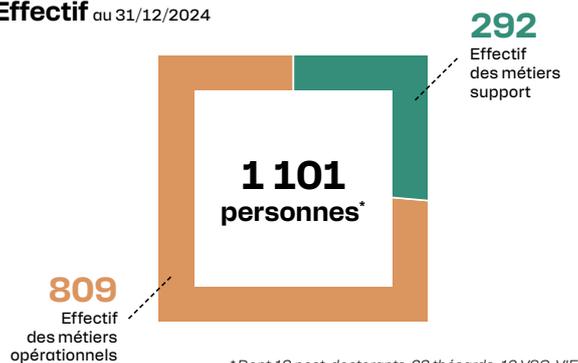
« Cette démarche, explique Anne Gauthier, permet de constituer une base de données au niveau de l'établissement, dans laquelle des requêtes pourront être effectuées, en combinant même plusieurs critères, afin d'identifier les salariés disposant des compétences recherchées. » Celles des métiers scientifiques peuvent d'ores et déjà être renseignées – celles des fonctions support le seront courant 2025. La liste a été établie sur la base du référentiel ERC (European Research Council) dans le cadre de la labellisation HRS4R (Human Resources Strategy for Researchers) de l'établissement.

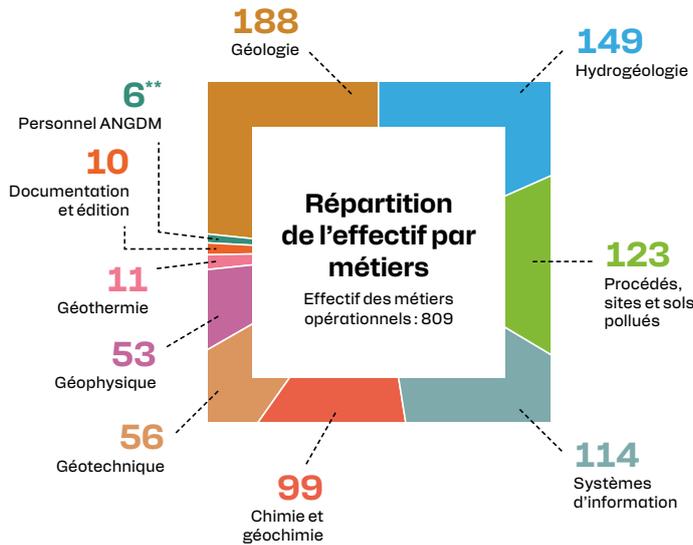
Une vision globale et actualisée

Les premiers utilisateurs visés sont les chefs de projet chargés de mobiliser une équipe. « Ce module, en offrant une vision globale et actualisée à l'échelle de l'établissement, permet d'élargir la recherche de profils et d'identifier des personnes jusque-là peu ou pas sollicitées pour des compétences qu'elles détiennent pourtant, dans le but de leur proposer des missions correspondantes, souligne Anne Gauthier. Ceci devrait contribuer, dans un contexte de croissance de notre activité, à mieux répartir les charges de travail. » Autre avantage : ce panorama des compétences disponibles mettra en lumière, en creux, celles qui manquent ou se raréfient, facilitant ainsi la gestion et surtout l'anticipation des emplois, au service de la stratégie de l'établissement.

BRGM Carrières optimise enfin la gestion des parcours professionnels grâce à un accès simplifié aux souhaits de mobilité des salariés ainsi qu'à leurs demandes de formation, pour lesquelles un module est en cours de développement. Un autre, dédié au comité des carrières, sera également ajouté.

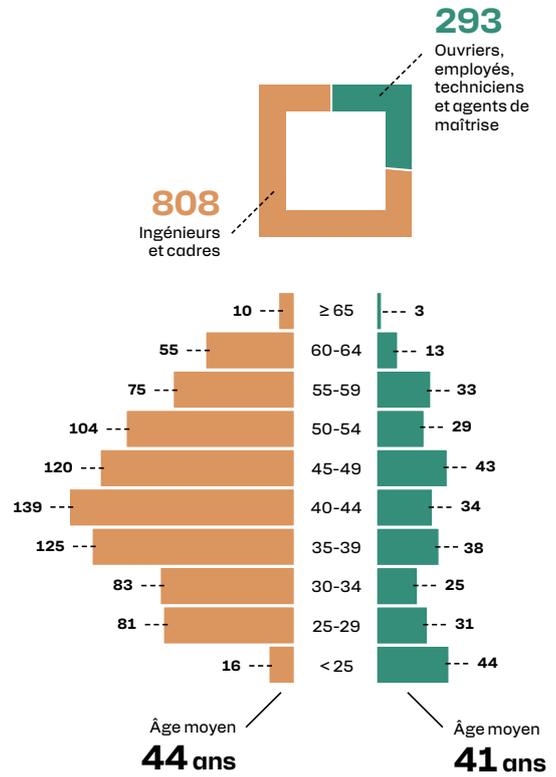
Effectif au 31/12/2024





** Effectif mis à la disposition du BRGM par l'Agence nationale pour la garantie des droits des mineurs (ANGDM) pour l'activité après-mine

Pyramide des âges par classification au 31/12/2024



« **BRGM Carrières est un outil intégré qui a vocation à faire gagner en fluidité, en fiabilité et en traçabilité tous nos process RH, pour une gestion plus transparente et plus efficace, au bénéfice de l'établissement et de ses salariés** »

« Cet outil intégré a vocation à faire gagner en fluidité, en fiabilité et en traçabilité tous nos process RH, pour une gestion plus transparente et plus efficace, au bénéfice de l'établissement et de ses salariés », résume Marie Belossat.

Une qualité de vie appréciée

Cette évolution est de nature à renforcer encore la satisfaction que les collaborateurs éprouvent vis-à-vis de l'établissement. L'édition 2024 du baromètre social fait en effet ressortir — malgré un mouvement social tout au long de l'année, apaisé depuis par une revalorisation salariale rendue possible par la mobilisation de la présidente-directrice générale — des résultats très positifs quant à la qualité de vie et des conditions de travail (QVCT) au BRGM. Les salariés apprécient notamment

77 %

des salariés sont globalement satisfaits de travailler au BRGM (+ 2 points par rapport à 2022)

63 %

des salariés se sentent bien au BRGM (+ 6 points par rapport à 2022)

Source : Baromètre social 2024

l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée (pour 87 % des répondants), l'environnement de travail (76 %) et le vivre-ensemble au travail, même à distance (76 %).

Cette QVCT devrait encore s'améliorer grâce à l'accord négocié avec les instances représentatives du personnel en 2024 et signé début 2025. Il instaure de nouvelles mesures liées à la parentalité, comme l'aménagement des conditions de télétravail pour les jeunes parents, ainsi qu'à la citoyenneté, dont l'élargissement à tout le territoire national des avantages accordés jusque-là aux seuls sapeurs-pompiers volontaires du Loiret (8 jours d'absence rémunérés). ■

Développement durable

Des ambitions affirmées pour 2030

Le BRGM a vu dans la demande du ministère chargé de l'Enseignement supérieur et de la Recherche d'élaborer un schéma directeur Développement durable et Responsabilité sociétale et environnementale (DD & RSE) l'opportunité de structurer et d'amplifier son action en la matière.

PHILIPPE SABOURAULT
Responsable RSE

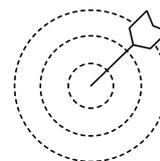
HERVÉ RIOLLAND
Responsable du service
Audit-Risques-Qualité

Porter une vision, donner du sens, forger une identité : c'est ainsi que le schéma directeur DD & RSE du BRGM formule sa réponse aux enjeux majeurs que sont la transition écologique et une société équitable. Couvrant la période 2025-2030, ce document dessine un projet global et fédérateur, qui embrasse la totalité des activités de l'établissement – recherche, appui aux politiques publiques, recherche partenariale, expertise, gestion de l'après-mine, activités support – et mobilise l'ensemble de ses collaborateurs.

Des engagements certifiés

L'année 2024 a vu le renouvellement, pour trois ans, des certifications ISO 9001 et ISO 14001 (celle-ci valable uniquement pour le site d'Orléans) du BRGM. Lesquelles visent à garantir le maintien de la qualité des services de l'établissement et la réduction des impacts environnementaux de ses activités. L'audit conduit par l'Afnor a révélé 12 points forts mais aussi 12 pistes de progrès, 3 points sensibles et 2 non-conformités mineures, qui ont donné lieu à un plan d'action. La maîtrise des risques s'opère également à partir des projets. En 2024, 91 % de ceux à forts enjeux (budget supérieur à 250 000 euros) ont fait l'objet d'une analyse amont sur ce sujet. La synthèse trimestrielle de ces études aide à définir les mesures à prendre pour prévenir les principaux risques identifiés. En aval, 181 bilans de projet ont été établis en 2024. Ces retours d'expérience alimentent la démarche d'amélioration continue de l'établissement.

12

cibles
à fin 2030*

+ 30 %

de projets scientifiques relatifs à l'atténuation et l'adaptation au changement climatique et à la préservation de la biodiversité

de documents scientifiques mis à la disposition du public

d'interventions publiques (TV, presse, radio, conférences)

- 18 %

d'eau consommée

+ 12 000 m²

de surfaces propices à la biodiversité

+ 6 000 m²

de surfaces de locaux aménagés pour améliorer leur accessibilité, la qualité de vie et les conditions de travail (QVCT)

- 30 %

d'empreinte carbone

- 6

points de taux d'énergies fossiles dans le mix énergétique

+ 6

plans systémiques d'adaptation des sites au changement climatique

points de taux d'empreinte diversité et inclusion

points de taux de satisfaction sur les 3 indicateurs clés relatifs à la QVCT (baromètre social)

points de taux de satisfaction globale de travailler au BRGM (baromètre social)

* Parrapport à 2024

Pour ses nouveaux laboratoires à Orléans, le BRGM a choisi la géothermie pour le chauffage et le refroidissement, avec un forage réalisé à proximité du bâtiment.
© BRGM



« **La mise en œuvre du schéma directeur DD & RSE implique un profond changement de pratiques** »

La RSE en actions

Parallèlement à l'élaboration de son schéma directeur DD & RSE, l'établissement a poursuivi ses actions dans le cadre de sa responsabilité sociétale et environnementale. Il a, par exemple, lancé aux collaborateurs un défi qui a permis de collecter plus de 680 kg de textiles usagés et leur a fait bénéficier de dons de meubles et de publications par centaines. Le BRGM a également continué de moderniser son parc immobilier (2 bâtiments) et accentué sa démarche de réduction de son empreinte carbone. Calculées en 2024, les émissions générées par son activité en 2023, rapportées au nombre d'équivalents temps plein travaillé (ETPT), s'élèvent à 14,82 tCO₂e/ETPT, contre 15,04 tCO₂e/ETPT en 2022. Si la part liée aux déplacements domicile-travail, grâce à la pleine application de l'accord sur le télétravail et au recours croissant aux mobilités douces, a nettement diminué, ainsi que la consommation d'électricité, les émissions dues aux déplacements professionnels ont augmenté, tout comme la consommation d'énergie pour le chauffage du site d'Orléans. Enfin, le pilotage de la délégation RSE a été redynamisé et un club des ambassadeurs RSE a été créé suite à un appel à volontaires. Travaillant en équipe interdisciplinaire, ces salariés sont chargés de concevoir et mettre en œuvre des actions concourant à renforcer la culture RSE en interne.

Élaboré en 2024, ce schéma directeur s'appuie, d'une part, sur les actions DD & RSE contenues dans les différents plans sectoriels¹ mis en œuvre et, d'autre part, sur les échanges menés avec les parties prenantes, en particulier le comité social et économique, le comité de direction et le club des ambassadeurs RSE (lire encadré ci-contre). Aligné sur les objectifs stratégiques – scientifiques, climatiques, territoriaux, numériques – et de développement de l'établissement ainsi que sur sa nouvelle organisation interne (lire en pages 12-13), il s'articule autour de deux piliers sociétaux : climat, biodiversité, ressources et progrès social. Trois grands leviers favorisent en outre une action transversale et cohérente : une gouvernance ancrée dans la RSE, la déclinaison territoriale des activités et la transition numérique.

Cinq grands engagements

« *Le cap à suivre d'ici à 2030, indique Philippe Sabourault, est balisé par cinq grands engagements : accélérer la transition écologique de la société par notre recherche, notre innovation et notre expertise ; renforcer le dialogue entre la science et la société sur la place du sous-sol dans la transition écologique ; réduire l'impact environnemental de nos activités et nous adapter ; promouvoir l'égalité, la diversité et l'inclusion ;*

affirmer une politique sociale porteuse de sens, favorisant la qualité de vie et les conditions de travail. » Ces engagements se traduisent par 12 objectifs à l'horizon 2030 (lire en page 70), à atteindre au moyen d'actions définies de façon collective et participative, avec un suivi annuel. « *Ce schéma directeur constitue un ambitieux projet de transformation de l'établissement, dont chaque collaborateur est acteur, quel que soit son métier, souligne Philippe Sabourault. Sa mise en œuvre implique un profond changement de pratiques, dans une démarche d'amélioration continue et de long terme.* » ■

[1] Contrat d'objectifs, de moyens et de performance 2023-2027, certification ISO 14001 pour le management environnemental, plan de sobriété énergétique, plan de transformation écologique de l'État pour des services publics écoresponsables, labellisation européenne HRS4R pour la recherche, politique de science ouverte, charte d'ouverture à la société civile...

Comité de direction



Catherine Lagneau
Présidente-Directrice générale



Christophe Poinssot
Directeur général délégué

Directions de programme

CONNAÎTRE ET MODÉLISER
LA GÉOLOGIE DES TERRITOIRES

---- *Directeur/directrice de programme
en cours de recrutement*



TRANSFORMER
LES GÉOSCIENCES
PAR LE NUMÉRIQUE

---- **Michaël Chelle**
Directeur de programme



PERMETTRE UN
APPROVISIONNEMENT
RESPONSABLE
EN RESSOURCES
MINÉRALES

---- **Johann Tuduri**
Directeur de programme



MAÎTRISER
LES RISQUES DU SOL
ET DU SOUS-SOL

---- **Olivier Cerdan**
Directeur de programme



UTILISER
LE SOUS-SOL POUR
LA TRANSITION
ÉNERGÉTIQUE ET
LA DÉCARBONATION

---- **Francis Claret**
Directeur de programme



PRÉSERVER
LA RESSOURCE
EN EAU SOUTERRAINE

---- **Alain Dupuy**
Directeur de programme



Jean-Marc Trouillard
Directeur de cabinet

Philippe Freyssinet
Directeur scientifique

Marie Belossat
Directrice des
Ressources humaines

Catherine Bonin
Directrice de l'Innovation,
du Commercial et de
l'International



Stéphane Roy
Directeur de l'Appui
aux projets, de la Production
et de la Performance

Caroline Ricordel
Directrice de la Connaissance
et de la Géomodélisation
du sous-sol

Ariane Blum
Directrice de l'Eau

Frédéric Glanois
Directeur de l'Énergie et
de la Décarbonation
Délégué à la Stratégie
climatique



Claudie Carnec
Directrice des Risques

Patrick d'Hugues
Directeur des
Ressources minérales

Jean-Louis Nedellec
Directeur de la Prévention
et de la Sécurité minière

Francis Garrido
Directeur des
Actions territoriales

Natacha Girold
Directrice financière



Sandrine Lemal
Directrice des Services
techniques et administratifs

Olivier Pouvesle
Directeur du Numérique

Jean-Marc Mompelat
Directeur de la Stratégie
territoriale et du Service public

Michaël Chelle
Directeur de la
Stratégie numérique

Conseil d'administration et comités

Conseil d'administration

Février 2025

Présidente du conseil d'administration

Catherine Lagneau

Commissaire du Gouvernement

Florence Riou

EN QUALITÉ DE REPRÉSENTANTS DU MINISTRE CHARGÉ :

---- DE LA RECHERCHE

Fatima Laggoun, Directrice de recherche au CNRS, Chargée de mission « Surfaces et Interfaces continentales », Direction générale de la Recherche et de l'Innovation

Suppléante : Muriel Thibaut, Chargée de mission « Nouvelles Technologies pour l'énergie », Direction générale de la Recherche et de l'Innovation (Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche)

---- DE L'ENVIRONNEMENT

Anne-Cécile Rigail, Cheffe du service des Risques technologiques, Direction générale de la Prévention des risques

Suppléant : Jean-Luc Perrin, Sous-directeur des Risques chroniques et du Pilotage, Direction générale de la Prévention des risques (Ministère de la Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche)

---- DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Tristan Dufes, Sous-directeur des Secteurs stratégiques, Direction de la Diplomatie économique

Suppléante : Élodie Laugier, Adjointe au sous-directeur, Sous-direction des Secteurs stratégiques, Direction de la Diplomatie économique (Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères)

---- DE LA COOPÉRATION

Valérie Brisset, Directrice adjointe, Direction de la Diplomatie culturelle, éducative, universitaire et scientifique

Suppléant : Sébastien Lafragette, Chef du pôle Pilotage des opérateurs et Stratégies sectorielles, Direction de la Diplomatie culturelle, éducative, universitaire et scientifique (Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères)

---- DE L'ÉCONOMIE

Bernard Doroszczuk, Ingénieur général des Mines, Membre associé du Conseil général de l'Économie

Suppléante : Hélène Le Du, Ingénieure générale des Mines, Conseil général de l'Économie (Ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique)

---- DU BUDGET

Yoann Geneslay, Adjoint à la sous-directrice de la 3^e sous-direction, Direction du Budget, chargé de l'Industrie et de l'Énergie – Comptes publics

Suppléant : Simon Pineau, Chef du bureau de l'Énergie, des Participations, de l'Industrie et de l'Innovation, Direction du Budget, chargé de l'Industrie et de l'Énergie (Ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique)

---- DES MINES

Isabelle Kamil, Sous-directrice de la Protection et de la Gestion de l'eau, des Ressources minérales et des Écosystèmes aquatiques, Direction de l'Eau et de la Biodiversité, Direction générale de l'Aménagement, du Logement et de la Nature
Suppléant : Jean-François Gaillaud, Chef de bureau, Sous-direction de la Protection et de la Gestion de l'eau, des Ressources minérales et des Écosystèmes aquatiques, Direction de l'Eau et de la Biodiversité, Direction générale de l'Aménagement, du Logement et de la Nature (Ministère de la Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche)

EN QUALITÉ DE PERSONNALITÉS CHOISIES EN RAISON DE LEURS COMPÉTENCES :

Catherine Lagneau, Présidente-Directrice générale du BRGM

Anne Besnier, Vice-présidente de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation au Conseil régional du Centre-Val de Loire, Membre du Comité européen des régions

Nicolas Arnaud, Directeur de l'Institut national des sciences de l'Univers, Directeur scientifique référent pour les sites de Lille, PSL et Paris Est

Serge Catoire, Directeur Industrie de l'UIMM, Ingénieur général des Mines honoraire

Marc Chaussidon, Directeur de l'Institut de physique du globe de Paris (IPGP)

EN QUALITÉ DE REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL DU BRGM :

Nicolas Frissant (CFDT)

Valérie Guérin (CFDT)

Simon Lopez (CGT)

Élodie Giuglaris (CGT)

Lydie Jeux (CFE/CGC)

Pierre Vassal (CFE/CGC)

MISSION DE CONTROLE ÉCONOMIQUE ET FINANCIER :

Bruno Rossi, Jean-Pascal Codine

Comité scientifique

Février 2025

Président

Vincent Lagneau, Professeur, Directeur du Centre des géosciences de l'École des Mines (Paris, France)

Philippe Agard, Professeur à Sorbonne Université (Paris, France)

Xavier Arnault de Sartre, Directeur de recherche au CNRS, Université de Pau et des Pays de l'Adour (Pau, France)

Hélène Barucq, Directrice de recherche à l'INRIA (France)

Hélène Budzinski, Directrice de recherche au CNRS/INEE (UMR EPOC) (Bordeaux, France)

Philippe Charvis, Directeur délégué à la Science à l'IRD (Marseille, France)

Tirza Van Daalen, Directrice du Service géologique néerlandais, TNO (Pays-Bas)

Anne Le Friant, Directrice de recherche au CNRS, Directrice adjointe de l'IPGP (Paris, France)

Stéphane Guillot, Directeur de recherche au CNRS/INSU, Délégué aux Risques auprès de la Direction générale du CNRS (Paris, France)

Michel Jébrak, Professeur émérite à l'université du Québec à Montréal (Canada)

Patrick Landais, Spécialiste des enjeux liés à la transition énergétique et aux usages du sous-sol, ex-CEA (retraité)

Anne Laurent, Professeure, Directrice de l'ISDM, Université de Montpellier (France)

Louis Londe, Directeur technique de Geostock (Paris, France)

Christelle Marlin, Professeure à l'université Paris-Saclay (Paris, France)

Valérie November, Directrice de recherche au CNRS, affiliée au laboratoire LATTs de l'École des Ponts, Université Paris-Est (Paris, France)

Judith Sausse, Professeure, Directrice de l'École nationale supérieure de géologie (Nancy, France)

Olivier Vidal, Directeur de recherche au CNRS/IS Terre (Grenoble, France)

Ralph Watzel, Professeur, Directeur du Service géologique allemand, BGR (Allemagne)

Comité international

Février 2025

Jean Lamy, Ancien Ambassadeur

Theresa Ponce de Leão, Présidente du conseil d'administration du Laboratoire national de l'énergie et de la géologie (LNEG), Service géologique portugais

Denis Favier, Directeur de la Sécurité du Groupe TotalEnergies

Rémi Pelon, Senior Mining Specialist à la Banque mondiale

Frédéric Maurel, Responsable adjoint de la division Eau et Assainissement de l'AFD

Céline Adrien, Directrice du secrétariat d'EuroGeoSurveys (EGS)

Louis Maréchal, Chef du secteur Minerais et Secteur extractif de l'OCDE

Maël Le Bail, Chef du pôle Énergies au ministère de l'Europe et des Affaires étrangères

Rokhaya Samba Diene, Directrice de la Prospection et de la Promotion minière au ministère des Mines et de la Géologie, Présidente de l'Organisation des services géologiques africains (OSGA)

Yadh Zahar, Professeur de l'enseignement supérieur à l'École polytechnique de Tunisie (EPT), Directeur du laboratoire Villes durables et Environnement construit (VDEC)

Jean Launay, Président du Partenariat français pour l'eau (PFE)

Comité national d'orientation du service public

Février 2025

AU TITRE DU MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE LA SOUVERAINETÉ INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE
Par délégation, Direction générale de l'Aménagement, du Logement et de la Nature (DGALN)

AU TITRE DU MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE, DE LA BIODIVERSITÉ, DE LA FORÊT, DE LA MER ET DE LA PÊCHE
Direction générale de l'Aménagement, du Logement et de la Nature (DGALN) / Direction de l'Eau et de la Biodiversité (DEB)
Direction générale de l'Énergie et du Climat (DGEC)
Direction générale des Infrastructures, des Transports et des Mobilités (DGITM)
Direction générale de la Prévention des risques (DGPR)

AU TITRE DU MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE
Direction générale de la Recherche et de l'Innovation (DGRI)

AU TITRE DU MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE
Direction générale de la Performance économique et environnementale des entreprises (DGPE)

AU TITRE DU MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA SANTÉ, DES SOLIDARITÉS ET DES FAMILLES
Direction générale de la Santé (DGS)

AU TITRE DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
Direction générale de la Sécurité civile et de la Gestion des crises (DGSCGC)

AU TITRE DU MINISTÈRE DES OUTRE-MER
Direction générale des Outre-mer (DGOM)

AU TITRE DU MINISTÈRE DE LA CULTURE
Direction générale des Patrimoines et de l'Architecture (DGPA)

LE PRÉSIDENT DU COMITÉ SCIENTIFIQUE DU BRGM
LA PRÉSIDENTE DU BRGM

Comité d'audit

Février 2025

Président

En cours de désignation

Simon Lopez

Pierre Vassal
Yoann Geneslay

Nicolas Frissant

Jean-Luc Perrin

Jean-Pascal Codine

Commissaire du Gouvernement

Florence Riou

Réseau territorial

Direction des Actions territoriales



Directeur
 ---- **Francis Garrido**
 tél. 02 38 64 31 88
 f.garrido@brgm.fr



Secteur Est et Sud
 ---- **Patrick Charbonnier**
 Directeur adjoint
 tél. 02 38 64 33 26
 p.charbonnier@brgm.fr



Secteur Nord et Ouest
 ---- **Pierre Pannet**
 Directeur adjoint
 tél. 02 38 64 48 21
 p.pannet@brgm.fr



Secteur Outre-Mer
 ---- **Xavier Daupley**
 Directeur adjoint
 tél. 02 38 64 38 93
 x.daupley@brgm.fr



Auvergne-Rhône-Alpes

Direction régionale
 Site de Lyon
 ---- **Stéphane Buschaert**
 58 boulevard Niels Bohr
 69100 Villeurbanne
 tél. 04 72 82 11 50
 s.buschaert@brgm.fr



Délégation régionale
 Site de Clermont-Ferrand
 ---- **Christian Iasio**
 12 avenue des Landais
 63170 Aubière
 tél. 04 73 15 23 00
 c.iasio@brgm.fr



Bourgogne-Franche-Comté

Direction régionale
 Site de Dijon
 ---- **Aurélien Vallet**
 Parc technologique
 27 rue Louis de Broglie
 21000 Dijon
 tél. 03 80 72 90 40
 a.vallet@brgm.fr



Bretagne

Direction régionale
 Site de Rennes
 ---- **Pauline Drzewiecki**
 Rennes Atalante Beaulieu
 2 rue de Jouanet
 35700 Rennes
 tél. 02 99 84 26 70
 p.drzewiecki@brgm.fr



Centre-Val de Loire

Direction régionale
 Site d'Orléans
 ---- **Alain Saada**
 3 avenue Claude Guillemin
 BP 36009
 45060 Orléans Cedex 2
 tél. 02 38 64 31 92
 a.saada@brgm.fr



Corse

Direction régionale
 Site de Bastia
 ---- **Baptiste Vignerot**
 Immeuble Agostini
 Zone industrielle de Furiani
 20600 Bastia
 tél. 04 95 58 04 33
 b.vignerot@brgm.fr

13

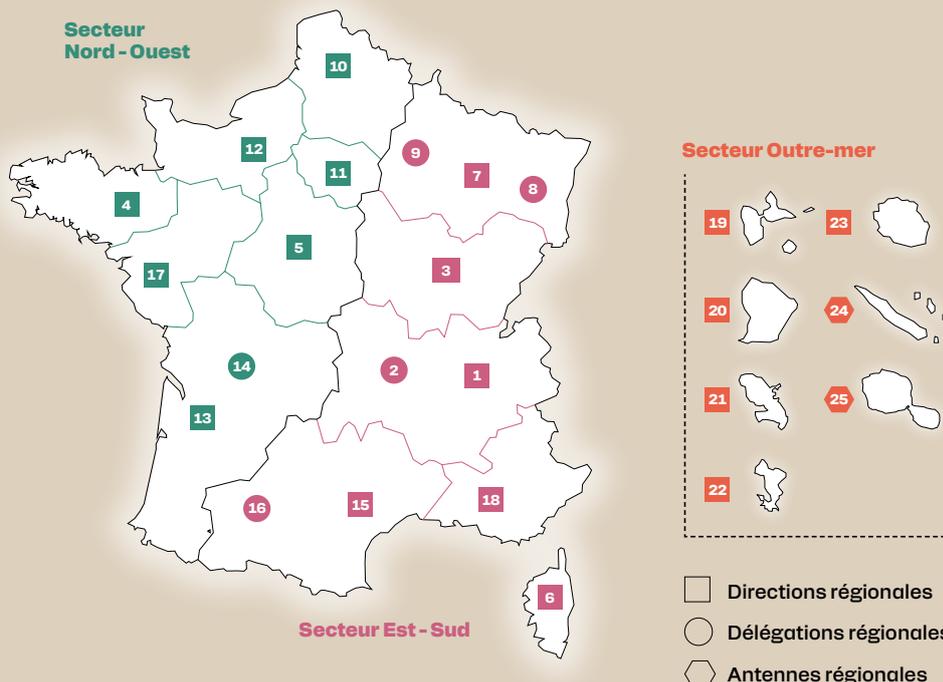
régions
 dans l'Hexagone
 et en Corse

7

régions
 en outre-mer

5

délégations
 dans l'Hexagone



Grand Est



Direction régionale
Site de Nancy
Nicolas Koeberlé
1 rue Jean Zoy
54500 Vandœuvre-lès-Nancy
tél. 03 83 44 81 49
n.koeberle@brgm.fr



Délégation régionale
Site de Strasbourg
Sonia Heitz
Parc d'activités Porte Sud
Rue Pont du Péage
Bâtiment H1
67118 Geispolsheim
tél. 03 88 77 48 90
s.heitz@brgm.fr



Délégation régionale
Site de Reims
Hélène Vinot
1 rue Maurice Hollande
Bâtiment B1
51100 Reims
tél. 03 26 84 47 70
h.vinot@brgm.fr

Hauts-de-France



Direction régionale
Site de Lille
Mikhaël Philippe
Arteparc Bâtiment A
2 rue des Peupliers
BP 10406
59810 Lesquin Cedex
tél. 03 20 19 15 40
m.philippe@brgm.fr

Île-de-France



Direction régionale
Site de Paris
Marc Peruzzetto
AFD-BRGM
5 rue Roland Barthes
75012 Paris
tél. 01 40 58 89 17
m.peruzzetto@brgm.fr

Normandie



Direction régionale
Site de Rouen
Manuel Parizot
7 rue Andreï Sakharov
76130 Mont-Saint-Aignan
tél. 02 35 60 12 00
m.parizot@brgm.fr

Nouvelle-Aquitaine



Direction régionale
Site de Bordeaux
Cécile Le Gall
Parc technologique Europarc
24 avenue Léonard de Vinci
33600 Pessac
tél. 05 57 26 52 70
c.legall@brgm.fr



Délégation régionale
Site de Poitiers
Jean-Christophe Audru
5 rue de la Goélette
86280 Saint-Benoît
tél. 05 49 38 15 38
jc.audru@brgm.fr

Occitanie



Direction régionale
Site de Montpellier
Anthony Rey
1039 rue de Pinville
34000 Montpellier
tél. 04 67 15 79 80
a.rey@brgm.fr



Délégation régionale
Site de Toulouse
Frédéric Tronel
Parc technologique du Canal
3 rue Marie Curie
Bâtiment Aruba - BP 49
31527 Ramonville-Saint-Agne
tél. 05 62 24 14 50
f.tronel@brgm.fr

Pays de la Loire



Direction régionale
Site de Nantes
Xavier Rachez
1 rue des Saumonières
BP 92342
44323 Nantes Cedex 3
tél. 02 51 86 01 51
x.rachez@brgm.fr

Provence-Alpes-Côte d'Azur



Direction régionale
Site de Marseille
Alexandre Stopin
117 avenue de Luminy - BP 168
13276 Marseille Cedex 9
tél. 04 91 17 74 77
a.stopin@brgm.fr

Guadeloupe Saint-Pierre-et-Miquelon



Direction régionale
Ywenn De La Torre
Parc d'activités de Colin
La Lézarde
97170 Petit-Bourg
tél. 05 90 41 35 48
y.delatorre@brgm.fr

Guyane



Direction régionale
Floriane Deneuville-Mayer
Chemin Louis Ribal
Rue Jacques Cartier
BP 10552
97333 Cayenne Cedex 2
tél. 05 94 30 06 24
f.deneuville-mayer@brgm.fr

Martinique



Direction régionale
Benoît Vittecoq
Villa Bel Azur
4 lotissement Miramar
Route Pointe des Nègres
97200 Fort-de-France
tél. 05 96 71 17 70
b.vittecoq@brgm.fr

Mayotte



Direction régionale
Ludivine Sadeski
3 impasse des Terrasses
ZI Kaweni - BP 363
97600 Mamoudzou
tél. 02 69 61 28 13
l.sadeski@brgm.fr

La Réunion



Direction régionale
Ingrid Girardeau
5 rue Sainte-Anne - CS 51016
97404 Saint-Denis Cedex
tél. 02 62 21 22 14
i.girardeau@brgm.fr

ANTENNES

Nouvelle-Calédonie



Vincent Mardhel
DIMENC/SGNC
1 ter rue Édouard Unger
Vallée du Tir - BP 56
98845 Nouméa Cedex
tél. 06 87 27 03 65
v.mardhel@brgm.fr

Polynésie

Contact : Xavier Daupley
x.daupley@brgm.fr



Direction Prévention et Sécurité minière

UTAM (Unité territoriale Après-mine)



Directeur
Jean-Louis Nedellec
tél. 02 38 64 34 99
j.l.nedellec@brgm.fr



UTAM Centre - Ouest
Boris Chevrier
3 avenue Claude Guillemin
BP 36009
45060 Orléans Cedex 2
tél. 02 38 64 35 43
utamcentreouest@brgm.fr



UTAM Sud
Florence Rivet
Puits Yvon Morandot
Quartier de la Plaine
13120 Gardanne
tél. 04 42 65 46 20
utamsud@brgm.fr



UTAM Nord
Fabrice Quirin
Rue Louis Blériot
62420 Billy-Montigny
tél. 03 21 79 00 60
utamnord@brgm.fr



UTAM Est
Nicolas Taillefer
2 avenue de la Moselle
57800 Freyming-Merlebach
tél. 03 87 83 14 01
utamest@brgm.fr

Croissance et changement

2024 confirme la dynamique amorcée dans le cadre du contrat d'objectifs, de moyens et de performance (COMP) : signature du contrat pour l'Inventaire des ressources minérales (IRM), forte implication dans les programmes nationaux de recherche (PEPR), montée en puissance de l'Ofremi... Malgré la poursuite du mouvement social pour un rattrapage salarial, les équipes sont restées mobilisées, comme l'attestent l'augmentation de la production et la progression du taux d'activité.

NATACHA GIROLD
Directrice financière

MURIELLE LECAILLE
Directrice financière adjointe

Le BRGM est, avec quatre autres établissements publics de recherche (Inrae, Cirad, Ifremer, IRD), opérateur de l'État au titre du programme 172 de la loi organique relative aux lois de finances (LOLF). Il reçoit également des subventions pour charges de service public (SCSP) du programme 181, notamment pour ses activités « appui aux politiques publiques » et « après-mine ». Enfin, il bénéficie d'une SCSP sur le programme 113 pour le financement du réseau piézométrique.

Au niveau du groupe BRGM

Le résultat net consolidé revenant au groupe s'établit à + 0,9 M€ en 2024 (contre + 0,7 M€ en 2023). Les principales contributions des entités sont les suivantes :

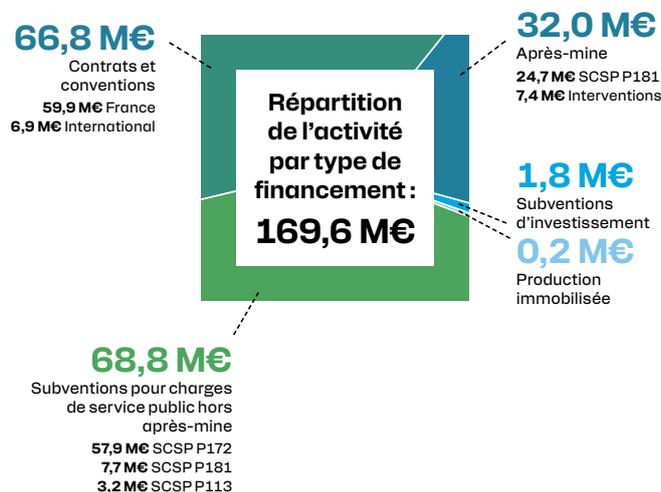
- BRGM Epic : + 0,8 M€, ce qui correspond à son résultat net social de 1,0 M€ corrigé des écritures ayant trait à ses filiales ;
- BRGM SA : - 0,7 M€ ;
- BRGM Invest : + 0,2 M€, ce qui correspond à son résultat social retraité des dividendes reçus de ses filiales et des provisions intragroupes ;
- IRIS Instruments : + 0,7 M€.

+ 0,4 M€

Résultat de fonctionnement de BRGM Epic en 2024

175,8 M€
Charges de fonctionnement 2024

176,2 M€
Produits de fonctionnement 2024



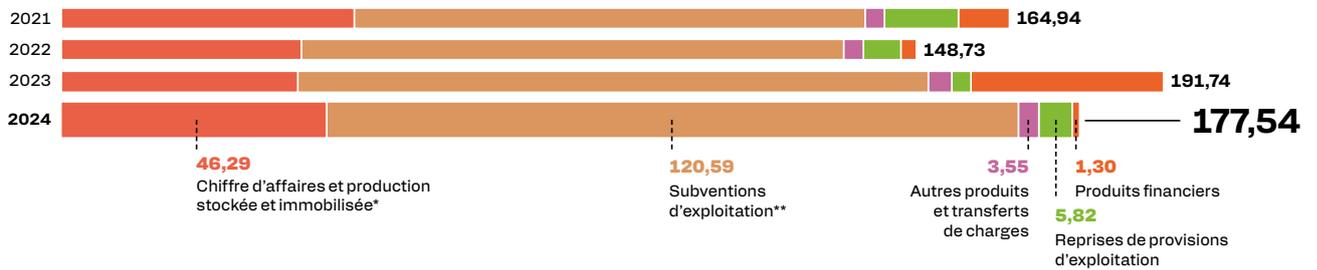
Répartition de l'activité par enjeu

169,6 M€

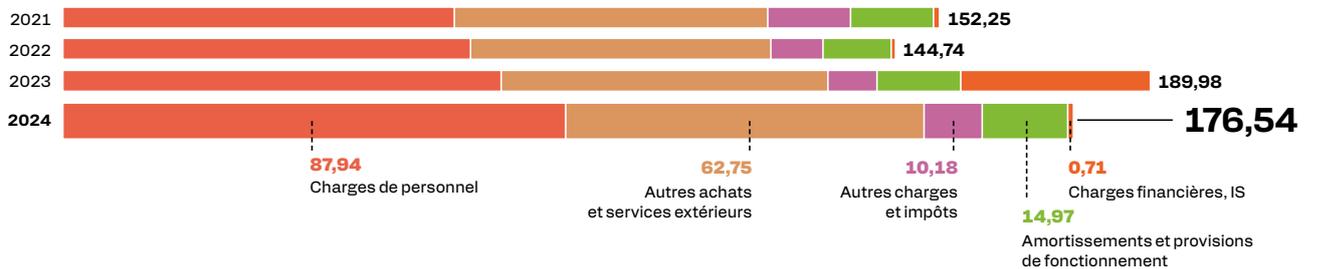
En millions d'euros (hors production immobilisée)



Évolution des produits totaux 2021-2024 en millions d'euros



Évolution des charges totales 2021-2024 en millions d'euros



* Ressources contractuelles, y compris conventions avec le MTES (après-mine et autres)

** Dont subventions pour charges de service public (SCSP), principalement des programmes 172, 181, 113, 159

L'année 2024 a été marquée par la réflexion autour de la création de filiales en quasi-régie pour accompagner la croissance de l'activité de l'établissement. Cela a fait l'objet d'avis favorables du conseil d'administration de l'Epic en fin d'année et pourra être mis en œuvre en 2025.

Deux changements de dénomination sociale ont été réalisés en 2024 afin d'assurer une cohérence d'ensemble et une meilleure identification des sociétés du groupe : Sageos est devenue BRGM Invest, SM Chessy est devenue BRGM Explore.

BRGM Invest a pris une participation dans la SAS Terra Innova, spécialisée dans le retraitement des terres de chantier (21,6% du capital) et a cédé 50% de sa participation dans CFG à Beicip-Franlab. CFG et IRIS connaissent une croissance de leur chiffre d'affaires.

Le pôle minier a vu BRGM Explore démarrer son activité opérationnelle dès le mois de juillet, en anticipation de la signature du contrat IRM en septembre. Les salariés ont rejoint la société en novembre.

Au niveau de BRGM Epic

Le BRGM affiche, pour son exercice 2024, un bénéfice net de 1,0 M€, contre 1,8 M€ de résultat net constaté en 2023. Le résultat de fonctionnement est à nouveau positif, s'établissant à 0,4 M€ (1,4 M€ en 2023). Le résultat financier s'élève à 0,8 M€, en diminution par rapport à 2023 (1,1 M€). Tous ces éléments conduisent au versement d'un intéressement (2,8 M€, forfait social inclus) et permettront un abondement au plan d'épargne d'entreprise en 2025. Par ailleurs, l'attribution, à l'automne, d'une dotation complémentaire de SCSP sur le programme 172 a permis le versement d'une prime de partage de la valeur de 3,7 M€ (forfait social compris) en fin d'année.

Avec 176,2 M€ en 2024, les produits de fonctionnement inscrits au compte financier sont globalement en progression de 11,4% par rapport à 2023. Hors reprise de provisions et transfert de charges, les ressources liées à l'activité courante s'élèvent à 167,7 M€, en augmentation de 10,3% par rapport à 2023. Cette évolution concerne l'activité hors après-mine (137,6 M€ en 2024, en progression de 10,1%) comme après-mine (32 M€ en 2024, en progression de 10%).

Hors après-mine, le niveau de SCSP progresse de 2,6 M€ par rapport à 2023. Le BRGM a bénéficié d'une dotation complémentaire du ministère de la Recherche (+ 3,5 M€ de P172). Le niveau des contrats et conventions (66,8 M€) est, quant à lui, en progression de 10,4 M€ par rapport à 2023. La hausse d'activité en 2024 est particulièrement significative en matière de recherche (+ 23%), ce qui permet d'atteindre l'équilibre entre les ressources affectées aux activités d'appui aux politiques publiques et celles dédiées à la recherche. Par ailleurs, les taux de cofinancement des missions d'appui aux politiques publiques et de recherche sont en forte augmentation (respectivement + 5 points et + 4,4 points). L'activité internationale connaît une croissance importante, avec un chiffre d'affaires en progression de plus de 60%. Cette année encore, le niveau des signatures de commandes est très haut (plus de 77 M€, hors projet IRM).

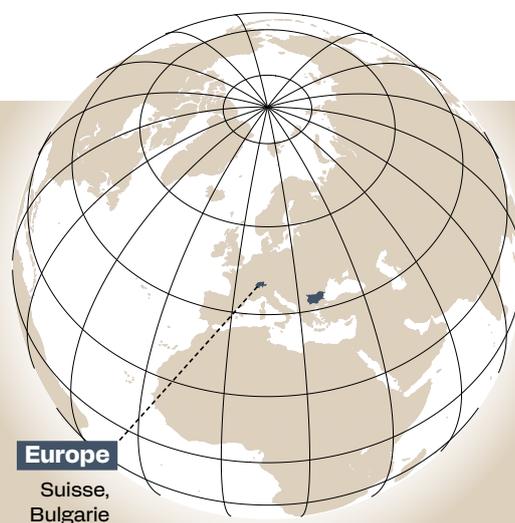
L'après-mine connaît une augmentation de son activité travaux, dont la production s'établit à 7,3 M€ (+ 2,5 M€ par rapport à 2023). L'activité de surveillance a bénéficié d'une SCSP complémentaire de 0,6 M€ pour couvrir le surcoût énergie des stations de pompage ; les efforts déployés pour limiter la surconsommation ont permis le report en 2025 d'une partie de cette dotation complémentaire (0,3 M€).

Les charges de gestion courante (hors provisions et reprises) sont en augmentation de 18,6 M€ par rapport à 2023 (+ 12,5%), pour s'établir à 168,1 M€. Les charges externes structurelles progressent de 2,0 M€ par rapport à 2023, sous le poids essentiellement des impôts et taxes. Les charges de personnel augmentent de 11,6 M€ par rapport à 2023, avec un taux de rémunération moyenne des personnes en place (RMPP) à 5%, une croissance des effectifs (+ 36 ETPT au global) et le versement d'une prime de partage de la valeur.

Le résultat financier s'élève à 0,8 M€ en 2024 et est constitué principalement des intérêts calculés sur le prêt octroyé à la filiale BRGM SA ainsi que d'une reprise de la provision constituée sur le prêt consécutive à la revalorisation des titres de BRGM Explore dans les comptes de la société.

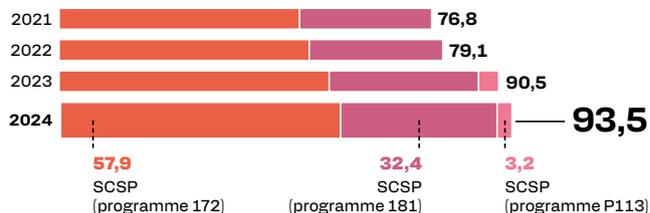
Le résultat du groupe donne lieu à un impôt sur les sociétés de 0,3 M€ en 2024. ■

Répartition de l'activité internationale du BRGM par pays en 2024



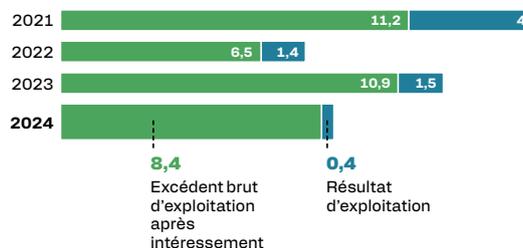
Évolution des dotations de l'État

en millions d'euros



Évolution du résultat d'exploitation

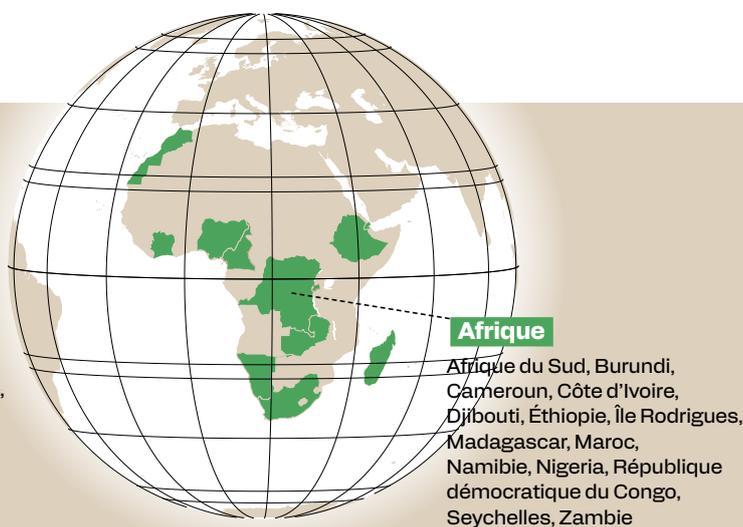
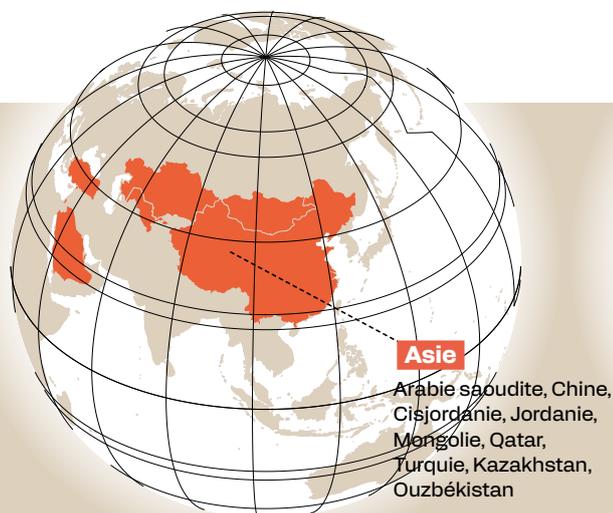
en millions d'euros



Évolution des ressources contractuelles de recherche scientifique et appui aux politiques publiques

en millions d'euros HT

	2022	2023	2024
Contrats et conventions + Production immobilisée			
Union européenne et Feder	6,517	6,678	6,738
ANR + Carnot	1,854	2,724	10,583
Agences hors ANR	7,549	6,057	5,967
Collectivités	7,253	8,557	7,749
Ministères, services de l'État	20,873	20,210	21,306
Entreprises	0,717	2,600	1,946
Total	44,763	46,826	54,288



Filiales et participations

Le BRGM renforce ses moyens d'action

Les filiales et participations du groupe BRGM sont structurées autour de trois holdings, correspondant à trois branches d'activité.

L'établissement public à caractère industriel et commercial (Epic) BRGM a créé, en 2024, une nouvelle filiale : BRGM Explore, qui remplace la Société minière de Chessy, est dédiée à l'acquisition de données de terrain dans le cadre de l'exploration minière. Son statut en quasi-régie implique un pilotage fort par l'Epic et une activité à plus de 80 % pour celui-ci.

Anciennement Sageos, BRGM Invest abrite les participations détenues par le groupe BRGM dans des filiales opérant dans :

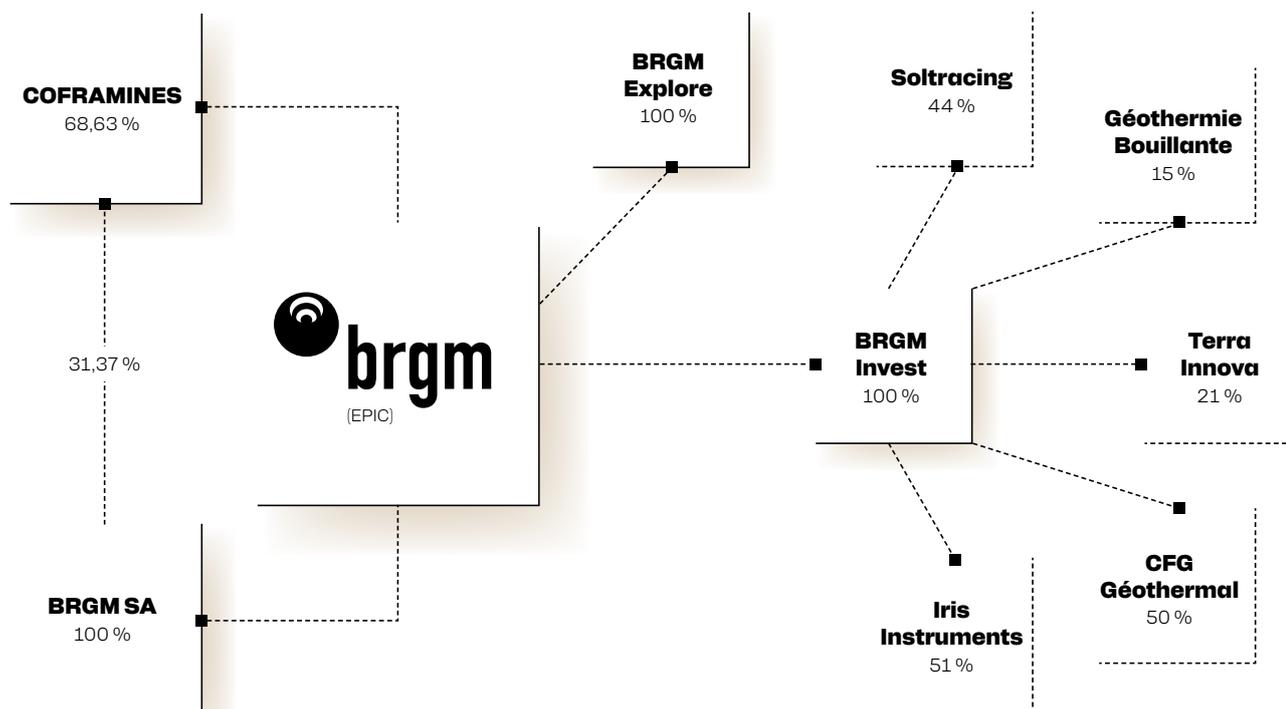
- La géothermie : 50 % du capital de CFG (50 % pour Beicip-Franlab Groupe IFPEN depuis mars 2024) ; 15 % de Géothermie Bouillante (respectivement 63,75 % et 21,25 % pour Ormat Systems et la Caisse des dépôts et consignations).

- Les instruments de mesure de la géophysique, de l'hydrogéologie, de l'hydraulique, de la géotechnique et de la mine : 51 % du capital d'IRIS Instruments (49 % pour le groupe japonais Oyo).
- La gestion des terres excavées : 44 % du capital de Soltracing (55 % pour Hesus) ; 21 % de Terra Innova depuis décembre 2024 (69 % pour les actionnaires historiques et 10 % pour un groupe d'investisseurs privés).

Enfin, Coframines et BRGM SA regroupent les participations résiduelles dans le secteur minier (sociétés sans activité ou développement programmé ou en cours de liquidation). BRGM SA détient en outre une créance sur la Société de participation minière du Sud Calédonien (SPMSC) depuis que le groupe BRGM lui a cédé, en 2005, sa participation dans le projet de Goro en Nouvelle-Calédonie. ■

Organigramme du Groupe BRGM

au 31 décembre 2024



CFG Géothermal

Le début d'une nouvelle ère



Alors qu'elle s'apprête à fêter ses 40 ans en 2025, CFG Géothermal a connu en 2024 une année jalonnée d'événements significatifs et marquée par une activité croissante. La société compte désormais deux structures de référence dans son capital, le BRGM et Beicip-Franlab.



Directeur exécutif
Eric Lasne

Chiffre d'affaires
6,370 M€

Participation BRGM Invest
50 %

Participation Beicip-Franlab
50 %

Effectif
24 salariés

GEOFFROY PAIXACH
Président-Directeur général de CFG Géothermal

Intitiée dès 2019, l'ouverture du capital de CFG Géothermal, souhaitée par son actionnaire BRGM Invest, est devenue effective en 2024 avec l'entrée de Beicip-Franlab en avril. La proximité de cette filiale de l'IFPEN apporte à l'entreprise une dimension internationale plus large, la promesse de pénétrer de nouveaux terrains de jeu et la possibilité de s'appuyer sur des savoir-faire connexes et complémentaires qui renforcent son offre de service et sa crédibilité sur des marchés à forts enjeux.

Parallèlement, CFG Géothermal a fait évoluer son image, sa charte graphique et son site internet. Portée par l'ensemble de l'entreprise, cette refonte du dispositif de communication vise à accroître son attractivité, tant auprès des clients et des prospects que des futurs collaborateurs.

L'activité de production a été intense en 2024 : le chiffre d'affaires s'élève à 6,37 M€, en progression de 17% par rapport à 2023. Quatre collaborateurs ont rejoint l'effectif au cours de cet exercice, pour augmenter les capacités de production mais aussi préparer l'entreprise aux défis futurs. Engagée fin 2022, la transformation de CFG Géothermal dans la perspective du plan Ambition 2030 est ainsi sur la bonne voie, même si des optimisations et des gains d'efficacité restent à effectuer.

L'activité de maîtrise d'œuvre demeure soutenue, avec la réalisation de doublets géothermiques à Villeteuse, Roissy-Charles de Gaulle (groupe ADP), Pantin et des interventions lourdes (opérations de *work over*) sur les sites de Meaux et Rueil-Malmaison.

Les nombreuses études hors du Bassin parisien mettent par ailleurs en évidence que la géothermie est aujourd'hui une donnée prise en compte dans l'équation de la transition énergétique à travers les territoires français. Face à cette demande, CFG Géothermal a développé une offre de *derisking* qui permet d'accélérer l'évaluation technique et économique d'un projet dans une zone nouvelle, en recourant à des technologies avancées de géophysique et de modélisation numérique. À noter également, la réalisation d'une étude significative

du groupement CFG - Beicip-Franlab autour de l'évaluation des ressources en lithium géothermal dans le Fossé rhénan et le lancement des études sur les zones insulaires (Mayotte, La Réunion) dans le cadre de projets de production électrogène.

2024 est également un bon millésime pour l'activité de maintenance et de suivi d'exploitation, avec une croissance soutenue du portefeuille de contrats, une intensification des interventions sur panne et le développement des prestations associées. À Champigny-sur-Marne par exemple, CFG Géothermal a installé et mis en service les équipements du nouveau doublet composite.

Organisés par l'entreprise, les Petits Déj' de la géothermie ont rencontré un vif succès en 2024. La 7^e édition a accueilli une centaine de décideurs français et européens pour échanger sur la géothermie profonde. L'ouverture vers les universités et les associations professionnelles s'est en outre concrétisée par de nombreux partenariats. Ces collaborations témoignent de l'engagement de CFG Géothermal à soutenir l'innovation et à former les talents de demain, pour conforter son rôle clé, depuis quatre décennies, dans le développement et l'accompagnement de la géothermie en France. ■



Forage pour l'installation de doublets géothermiques à Roissy.
© CFG GEOTHERMAL

IRIS Instruments

2024 dépasse le record de 2023 !



Portée par une croissance soutenue, IRIS Instruments développe, grâce à l'engagement de ses équipes et de ses partenaires, des solutions toujours plus performantes en imagerie et en surveillance du sous-sol, afin de répondre aux besoins émergents des professionnels et de contribuer activement aux enjeux de demain.



Chiffre d'affaires
8,603 M€

Participation BRGM Invest
51 %

Participation OYO
49 %

Effectif
25 salariés
(dont 1 apprenti)

CATHERINE TRUFFERT
Présidente
d'IRIS Instruments

Après une année 2023 exceptionnelle, l'activité d'IRIS Instruments s'est encore intensifiée en 2024, atteignant un nouveau record de chiffre d'affaires (8,6 M€). La mise sur le marché de nouveaux équipements a fortement contribué à la progression des ventes. Des innovations rapidement adoptées par les clients fidèles et par de nouveaux utilisateurs qui confirment la pertinence des solutions développées par l'entreprise.

Dans ce contexte, des travaux d'extension ont été lancés pour renforcer les infrastructures industrielles et logistiques et garantir une capacité de production adaptée à la demande. Une première phase a été achevée en 2024, avant la finalisation des nouveaux locaux prévue pour fin 2025.

Comme les années précédentes, IRIS Instruments a maintenu une forte présence à l'international, avec des ventes réparties dans plus de 50 pays sur les cinq continents et qui s'intensifient notablement en Asie et au Moyen-Orient. Soucieuse d'offrir un service optimal à ses clients internationaux, l'entreprise s'appuie sur un réseau de représentants formés aux réparations de premier niveau, qui assurent des interventions locales et réactives. Disponibles pour toute demande spécialisée, les géophysiciens et électroniciens d'IRIS Instruments, basés en France, garantissent un accompagnement technique pointu.

L'activité de R&D demeure un pilier stratégique de l'entreprise, qui lui permet de conserver une longueur d'avance en matière d'innovation. Les nouvelles fonctionnalités développées offrent aux utilisateurs des gains de productivité sur le terrain, tout en optimisant la qualité des données recueillies.

En 2024, les ventes se sont réparties à parts égales entre l'exploration minérale, l'environnement et la recherche en eau souterraine. Sur le premier marché, IRIS Instruments enregistre une croissance soutenue, malgré un ralentissement

des investissements dans plusieurs régions du monde. L'année a notamment été ponctuée par la mise en service du couplage deux à deux des émetteurs de forte puissance TIP12 (12 kilowatts, 3 000 V). Cet appareil unique en son genre, décliné également en 6 et 3,2 kilowatts, est transportable tout en garantissant une régulation automatique en courant et en tension.

Deux autres produits renforcent la position d'IRIS Instruments sur leurs segments respectifs. Les FullWavers, récepteurs unitaires de résistivité et de polarisation provoquée qui permettent d'acquérir de longs profils ou des blocs en trois dimensions, ont connu un franc succès en 2024. Et les résistivimètres Syscal, toutes gammes confondues, y compris la nouvelle version Syscal Terra, ont été particulièrement sollicités, pour des applications variées allant de la recherche en eau souterraine à la détection de cavités en passant par le suivi de la pollution et l'archéologie.

Ce sont autant d'illustrations des efforts que poursuit IRIS Instruments en matière de recherche et d'innovation face aux défis environnementaux et sociétaux croissants. ■

Nouvelle génération de résistivimètre multivoies (Syscal Terra), société Naga Geophysics (France).

© IRIS INSTRUMENTS

